

Compte-rendu du déjeuner avec Pieyre-Alexandre Anglade

12 février 2018

Le 12 février, le Groupe des Nouveaux Lobbyistes a eu le plaisir de recevoir Pieyre-Alexandre Anglade, Député des Français du Benelux et Vice-Président de la commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale. En décembre dernier, Pieyre-Alexandre Anglade a été nommé coordinateur de la « Task Force » visant à mettre en place la stratégie de La République en Marche pour les élections européennes 2019. Ce déjeuner a été ainsi l'occasion de dresser un tour d'horizon de l'activité parlementaire de Pieyre-Alexandre Anglade et notamment la préparation des prochaines élections européennes.

I – Présentation de Pieyre-Alexandre Anglade

II – Echanges avec les participants

PRÉSENTATION DE PIEYRE-ALEXANDRE ANGLADE

Pieyre-Alexandre Anglade a un parcours très européen puisqu'il a travaillé en tant qu'assistant parlementaire au Parlement européen depuis 2010, d'abord au cabinet de Nathalie Griesbeck (ALDE, France), puis en tant que Directeur de cabinet de Pavel Telička (ALDE, République-Tchèque).

Elu député des Français du Benelux en juin 2017, Pieyre-Alexandre Anglade est actuellement vice-président de la commission des Affaires européennes et membre de la commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale. Il est dans ce cadre rapporteur sur l'Europe de la défense et son articulation avec l'OTAN. Il participe aussi à des groupes de travail qui ont été mis en place pour réformer l'Assemblée, notamment celui consacré à la procédure législative, à l'organisation parlementaire et aux droits de l'opposition.

Il est également rapporteur pour la réforme sur le mode de scrutin des élections européennes et a été chargé par Christophe Castaner de préparer l'élection européenne de 2019. Son ambition dans ce cadre, serait d'apporter une dimension plus ambitieuse de cette élection en France et d'insuffler une véritable vision politique européenne auprès de ses collègues députés. Il y a un vrai travail pratique à faire pour renforcer la culture européenne chez les hommes politiques français mais aussi chez les représentants d'intérêts.

Il existe selon lui une culture entre les hommes politiques et représentants d'intérêt beaucoup plus forte à Bruxelles qu'en France. A l'Assemblée nationale, la pratique du lobbying est encore souvent malvenue. Or, Pieyre-Alexandre Anglade est convaincu qu'il est nécessaire que les parlementaires français aient un aperçu, via les représentants d'intérêts, des enjeux et réalités des entreprises. A l'Assemblée, il y a actuellement une nouvelle génération de députés issus de la société civile et du monde de l'entreprise qui sont ouverts aux représentants d'intérêts.

ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

Rejet par le Parlement européen des listes transnationales

Les listes transnationales étaient un sujet porté par Emmanuel Macron depuis la première heure. Il l'avait notamment évoqué lors de son discours à Strasbourg en octobre 2016. LRM estime que les listes transnationales constituent un élément supplémentaire pour créer de la démocratie en Europe, pour avoir un espace citoyen plus fort et faire en sorte que le Président de la Commission soit élu sur un espace public proprement européen. Il s'agissait aussi d'une réponse politique au Brexit.

LRM souhaite rebondir sur le rejet du rapport d'initiative du Parlement pour mettre en évidence le fait que de nombreux groupes au Parlement européen sont traversés de courants opposés, certains favorisant la défense de leurs intérêts partisans.

Le fait que le Parlement ait rejeté la proposition va compliquer davantage la discussion au Conseil. Jean-Claude Juncker doit s'exprimer dans les prochains jours sur ces différents sujets de réforme (Spitzenkandidat, listes transnationales, consultations citoyennes), de même que le Conseil informel du 23 février.

Pieyre-Alexandre Anglade a également tenu à préciser qu'Emmanuel Macron n'est pas opposé au concept du Spitzenkandidat mais le principe doit cependant encore être clarifié pour LRM.

Autres pistes que le Spitzenkandidat ?

Pour LRM le système actuel est imparfait et aurait vocation à évoluer. On pourrait par exemple imaginer qu'au Parlement européen, un groupe ait remporté les élections grâce à une alliance avec un autre groupe. Cette coalition pourrait alors proposer une personnalité qui deviendrait Président de la Commission.

Un autre scénario serait de revenir à ce proposent les Traités, à savoir qu'il reviendrait au Conseil européen de nommer le Président de la Commission. Mais Pieyre-Alexandre Anglade reste convaincu que le Parlement européen doit avoir un rôle fort dans cette nomination.

2019-2024 sera un mandat de refondation de l'Union selon Pieyre-Alexandre Anglade : il y a donc un véritable intérêt à promouvoir un système différent. Il est néanmoins encore difficile de prévoir ce que sera 2019 au regard de la complexité du contexte européen actuel : situation politique en Allemagne, Espagne et Catalogne, élections en Italie, crispations en Europe centrale et orientale...

Réforme du mode de scrutin en France : circonscription unique

La logique qui a guidé cette réforme était multiple : la hausse de l'abstention aux élections européennes, et le fait que la réforme de 2003 n'avait pas rempli son objectif de rapprocher le député européen des citoyens.

Le système de liste unique permettra d'avoir un véritable débat national sur l'Europe et aux autres partis politiques de clarifier leur discours sur l'Europe. En tant que Président de la Task Force pour les élections européennes, Pieyre-Alexandre Anglade souhaite avant tout choisir des personnalités ayant une expérience de l'Europe, mais également des personnalités ayant une expérience politique nationale.

Quid Europe de la défense sans le Royaume-Uni ?

Pieyre-Alexandre Anglade est favorable à ce que le processus du Brexit aille jusqu'au bout : un retour en arrière par le biais d'un nouveau référendum serait catastrophique selon lui, car cela ne ferait que relancer les mouvements populistes en Europe.

L'Europe de la défense sans les Britanniques sera certes compliquée, car il s'agit de la deuxième armée européenne, mais Pieyre-Alexandre Anglade reste optimiste. Il existe un véritable *momentum* en faveur d'une Europe de la défense suite à l'élection de Donald Trump, aux velléités russes, et à la montée du terrorisme. La PESCO et le Fonds européen de défense constituent en outre deux avancées positives vers une Europe de la défense mais de nombreuses questions doivent encore être clarifiées, notamment les crispations de certains Etats autour de l'utilisation du Fonds.

Pour avancer, la France a vocation à intégrer davantage les structures otaniennes. Il conviendrait également de revoir les priorités sur le plan militaire et mettre en avant les sujets qui ont une vraie visibilité sur les citoyens européens comme par exemple le rapatriement des civils.

Quid stratégie de La République En Marche pour les élections de 2019 ?

LRM a beaucoup d'ambition pour cette élection même si le parti n'a pas encore véritablement défini ce que sera son ancrage européen. Cela est d'autant plus complexe, que tous les grands groupes politiques européens sont actuellement traversés par des mouvements contraires. La social-démocratie est en crise partout en Europe : France, Allemagne, Italie, Espagne... Il y aura donc inévitablement une reconfiguration du groupe socialiste au Parlement. Le PPE est actuellement le groupe le plus robuste, notamment grâce au poids de la CDU, mais la CDU est aujourd'hui en difficulté en Allemagne. L'ALDE également est traversée par des courants qui s'opposent entre les libéraux du Nord et d'autres libéraux plus modérés, qui sont plus proches des positions de LRM.

LRM ne souhaite pas s'insérer dans un groupe qui existe déjà. Il y a une vraie volonté de renouveau, tout en restant réaliste et en respectant la culture du consensus européen. LRM compte ainsi mener des discussions larges avec les différents courants politiques proches du sien en Europe, comme par exemple avec Ciudadanos en Espagne, mais également d'autres mouvements politiques.

Quid stratégie pour renforcer l'influence française à la Commission ?

Il manque une véritable stratégie en France, à la différence d'autres pays comme l'Allemagne, d'envoyer des personnalités clés à des postes stratégiques au niveau de la Commission. Même au Parlement, bien que Sylvie Guillaume (S&D) et Elisabeth Morin-Chartier (PPE) aient des postes clés, l'influence reste faible face aux Allemands. Les choses pourraient cependant évoluer, notamment grâce au nouveau représentant permanent de la France à Bruxelles et à la Ministre des affaires européennes Nathalie Loiseau, très impliqués sur les questions européennes.

Quid impact de la loi de moralisation de la vie publique sur la pratique du lobbying en France ?

Selon Pieyre-Alexandre, la loi de moralisation de la vie publique ne fait pas obstacle à la pratique du lobbying en France. Il s'agit plutôt d'un problème culturel sur la façon dont le lobbying est appréhendé en France. La loi était nécessaire selon Pieyre-Alexandre Anglade pour mieux encadrer les pratiques.
